

capitalisme étranger domine l'Etat national et dans la mesure où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semble facile, à première vue, de retirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux jours, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Cependant, une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls désirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie ; cela s'applique également aux syndicats dont toute la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes, il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal et conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : *complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste*. Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Le second mot d'ordre est : *démocratie dans les syndicats*.